

EUROMED 2020

Les stratégies d'influence des acteurs-clés en Méditerranée

La Méditerranée est un espace stratégique qui concentre à lui seul l'ensemble des enjeux mondiaux, qu'ils soient sécuritaires, géopolitiques, économiques, migratoires, environnementaux, ou encore énergétiques. Perçu tantôt comme une zone d'opportunités, tantôt comme un vecteur de crises, le bassin méditerranéen est inexorablement convoité par une myriade d'acteurs, allant des grandes puissances traditionnellement implantées dans la région, aux acteurs régionaux en passant par les organisations internationales - tous rivalisant entre eux pour étendre leur influence.

Le séminaire ambitionnait de :

- Poursuivre le débat sur les intérêts et les stratégies d'influence adoptées par les différents acteurs présents en Méditerranée ;
- Fournir des informations utiles et à jour aux acteurs institutionnels tunisiens concernant les différents aspects des politiques étrangères menées par ces acteurs sur les plans sécuritaire (notamment en matière de lutte contre le terrorisme), commercial, énergétique, environnemental, et migratoire ;
- Identifier les ambitions réelles des acteurs qui s'emploient à mettre en place des relais d'influence et projeter leurs visions dans la région ;
- Déterminer à la lumière de tous ces éléments la manière dont la Tunisie peut se positionner de façon stratégique dans le bassin méditerranéen.

Les présentations des intervenants ainsi que les discussions avec les participants ont permis d'établir les constats et recommandations suivants. En raison du caractère intrinsèquement évolutif de la géopolitique, il est probable que certains éléments mentionnés soient rapidement dépassés. Le programme du séminaire ainsi que les biographies des intervenants sont annexés au présent rapport.

- **La puissance turque ressurgit dans le jeu méditerranéen**

C'est au Moyen-Orient que la Turquie exprime au premier chef sa volonté de puissance, ravivant ainsi le spectre de l'influence ottomane en Méditerranée, avant que l'arrivée au pouvoir de Mustapha Kemal Atatürk n'y mette fin. A la faveur de son retour massif dans la région, la Turquie d'Erdogan est passée d'une politique de *soft power* à une politique de *hard power*. Ladite ambition retrouvée, laquelle s'est caractérisée par un bond de la croissance économique, le retour du pays à l'extraversion, la promotion de la médiation à ses frontières, la mise en place d'accords de libre-échange, l'essor de son réseau diplomatique (4^{ème} mondial), l'entrisme à l'ONU ainsi que le rééquilibrage de ses alliances, a largement contribué au succès électoral de l'AKP, parti de la justice et du développement. Considérée comme un modèle de réussite dans la région pour un pays à majorité musulmane, la Turquie concourt pour le leadership régional. A ce titre, elle investit militairement plusieurs théâtres moyen-orientaux, comme la Syrie et la Libye et soutient politiquement les partis régionaux affiliés aux Frères musulmans, comme en Tunisie et en Egypte. Nonobstant ses velléités hégémoniques en Méditerranée et en Afrique, la Turquie s'isole peu à peu : ses relations avec l'OTAN et l'UE sont dégradées et son rapprochement avec la Russie est à géométrie variable.

→ **Composer avec la Turquie tout en limitant son influence dans le jeu politique interne**

La Turquie ambitionne de s'implanter durablement dans le paysage maghrébin, en atteste la visite d'Erdogan au Président Saïed en décembre 2019 pour discuter de la crise en Libye et vendre des véhicules blindés à la Tunisie, entre autres. La montée en puissance d'Ankara dans le bassin méditerranéen a hissé la relation tuniso-turque à un échelon stratégique et incité les deux pays à renforcer leur coopération et la concertation sur des questions régionales et internationales d'intérêt commun. Bien que le potentiel d'un tel partenariat soit important, la Tunisie doit prêter attention aux intérêts de la Turquie, dont l'influence grandit sur son territoire notamment par l'entremise de son agence de coopération et de coordination TIKA.

- **Une nouvelle configuration stratégique voit le jour au sein de des monarchies du Golfe**

La polarisation au sein du Conseil de Coopération du Golfe entre deux camps formés autour de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis (EAU), soutenus par le Bahreïn d'une part et du Qatar relativement isolé de l'autre, structure les rapports de force dans la région. A ces rivalités intestines, se greffent des volontés hégémoniques longtemps contenues ou circonscrites à de gros investissements à l'étranger. Leurs ambitions de puissance se traduisent par un entrisme sans précédent en Méditerranée et en Afrique du Nord, où s'exercent des agendas politiques très différents, du fait de l'antagonisme idéologique entre Abu Dhabi et Doha qui sévit depuis quinze ans. Au sécularisme à l'émirienne, privilégiant une vision du politique qui évacue toute résonance religieuse, s'oppose la stratégie qatarie de maintenir et entretenir des liens forts avec un ensemble d'acteurs régionaux de l'Islam politique¹. Les tensions se sont exacerbées en 2017, lorsque Riyad et Abu Dhabi, accusant le Qatar de soutenir le terrorisme, ont lancé un appel au boycott et rompu leurs liens diplomatiques avec Doha. Si l'affrontement entre deux modèles de gouvernance est bien réel, cette crise doit être aussi appréhendée à travers le prisme d'une lutte d'égo entre dirigeants au plus haut sommet, ce qui la rend inextricable. Ses manifestations en Méditerranée sont légion : la compétition se traduit tout d'abord sur le plan économique, les deux rivaux instrumentalisant l'aide au développement et les investissements. Sur le plan sécuritaire, les rivalités entre monarchies du Golfe ont le potentiel d'exacerber les conflits, comme en Libye.

¹ Talibans afghans, Hamas palestinien, FM égyptiens, groupes islamistes en Libye, AKP en Turquie et Ennahda en Tunisie

Enfin sur le plan politique, elles favorisent une lecture binaire entre nationalistes et islamistes, avec l'idée d'un choc frontal et inévitable entre ces deux visions.

→ *S'employer à préserver le consensus interne pour minimiser les effets de la rivalité*

La Tunisie a déjà fait les frais des fortes dissensions entre grands protagonistes du Golfe : en percevant 1 milliard de dollars entre 2014 et 2017 de la part du Qatar, elle s'est exposée à des frictions avec l'Arabie Saoudite et les EAU, qui à l'hiver 2017 ont durci les conditions d'obtention de visas pour les ressortissants tunisiens et interdit temporairement l'accès aux femmes tunisiennes à leur territoire. Compte tenu de la diversité de son paysage politique, la Tunisie doit trouver un moyen de limiter les ingérences. Néanmoins il est aussi dans son intérêt d'attirer les investissements du Golfe, même si ces derniers ont peu de retombées sur l'économie réelle.

- **La Russie consolide ses positions en Méditerranée**

Forte d'une confiance retrouvée dans son outil militaire et l'usage qui en est fait par le pouvoir politique, sa capacité de discussion multidirectionnelle ainsi que sa propension à forger des accords tactiques ou situationnels, la Russie s'est réinsérée dès 2010 avec succès dans le jeu des puissances en Méditerranée. Elle y agit tout d'abord comme un pourvoyeur de sécurité en s'érigeant comme un paravent contre l'aventurisme militaire occidental, qui selon elle, a alimenté l'instabilité et le chaos dans certains pays de la région. Son important complexe militaro-industriel séduit largement : dès le milieu des années 2010, la Russie destine près de 45% de ses exportations d'armes à l'Algérie, l'Égypte, l'Irak, l'Iran, la Turquie et la Syrie, laquelle constitue une parfaite vitrine pour sa puissance. La lutte contre le terrorisme est un axe de coopération majeur mis à l'honneur par Moscou dans ses relations avec les pays du sud de la Méditerranée. La Russie perçoit par ailleurs le Proche-Orient comme un espace sur lequel elle peut projeter sa ligne de défense méridionale. A la faveur de la réactivation d'une escadre méditerranéenne - composée d'une douzaine de bâtiments modernes (frégates, corvettes, patrouilleurs et sous-marins classiques) hors exercices ou crise grave en Syrie - déployée en permanence dans les eaux levantines, La Russie bénéficie d'une réelle profondeur stratégique en Méditerranée orientale. Il est néanmoins nécessaire de nuancer le retour glorieux de la Russie au Moyen-Orient ; elle a en effet compris qu'il y avait un risque majeur à soutenir ouvertement certains régimes contestés (Soudan, Algérie) et éprouvé les limites du dialogue avec toutes les parties (Libye). En outre les sanctions américaines (notamment la loi CAATSA de 2017) compliquent le réinvestissement russe du marché de l'armement, sans pour le moment l'obérer. Enfin, les tensions russo-turques autour de la région syrienne d'Idlib ont mis en lumière une vulnérabilité potentielle du schéma logistique russe avec la question de la libre-circulation à travers les détroits turcs (notamment des Dardanelles).

→ *Capitaliser sur les bonnes relations avec Moscou*

La Russie est un acteur majeur de la géopolitique méditerranéenne, qui pèse autant sur le jeu levantin que maghrébin. Pour le Kremlin, la Tunisie occupe une place importante en Afrique et dans le monde arabe - constat qui a insufflé une nouvelle dynamique à la coopération russo-tunisienne. Tunis doit capitaliser sur la qualité du dialogue qu'elle entretient avec les autorités russes pour trouver notamment une issue au règlement de la crise libyenne.

- **La Chine rebat les cartes en Méditerranée**

La Chine a amorcé son arrivée en Méditerranée en 2013 avec la mise en œuvre de son projet dit de « nouvelle route de la Soie »² visant à construire un réseau d'infrastructures sur les routes terrestres et maritimes, pour relier son territoire à l'Afrique en passant notamment par la Grèce, l'Italie et l'Espagne. Profitant des ravages de la crise économique en Europe du Sud, la Chine a massivement investi dans les marchés de la zone, négocié des cadres de coopération dans les domaines de l'agriculture, des transports et des nouvelles technologies, pris des participations et développé une dizaine de ports dans le pourtour méditerranéen (comme le Pirée en Grèce et Cherchell en Algérie). En plus de la mise en place de forums de coopération sectorielle (forum Chine-Europe du Sud), la Chine déploie sa force maritime, avec une flotte évaluée à une cinquantaine de bâtiments, et réalise fréquemment des exercices militaires. Dans son entreprise d'expansion, Pékin ne manque pas de mettre l'accent sur le rapprochement culturel, illustré notamment par l'ouverture d'instituts Confucius en Méditerranée et le renforcement des liens touristiques.

→ **Tirer profit des investissements chinois tout en présentant un front commun avec l'Europe**

Les ambitions chinoises considèrent le bassin méditerranéen comme le cœur du système mondial et s'emploient à promouvoir un développement partagé et créer des synergies entre sa stratégie de développement et celle des pays arabes. Le potentiel pour la Tunisie est énorme mais c'est avec l'Europe qu'elle pourra tirer profit de cette relation en faisant front commun sur les questions à caractère social, économique et politique. A la clé : la création d'emplois pour les nouvelles générations de la région MENA, la diminution de l'immigration illégale vers l'Europe du nord, la lutte contre le terrorisme, etc.

- **Les Etats-Unis donnent l'illusion de se retirer mais restent très présents**

La perception du retrait américain de Méditerranée est dans beaucoup d'esprits alors que l'influence des Etats-Unis dans la région est incontestable. Ils ne s'appuient pas sur des changements de régime et des révolutions mais plutôt sur des changements lents. Ils ont su développer un gros réseau diplomatique et de renseignements, leurs capacités économiques, navales, etc. sont incontestables et incontestées. Le problème réside dans les choix politiques qui ont été faits au cours de ces dernières années par les présidents successifs. Après l'interventionnisme ravageur de G.W. Bush dans la région, Obama a pris le contre-pied de son prédécesseur en refusant de s'engager en Syrie, en prenant ses distances avec ses partenaires traditionnels, permettant par la même à la Russie de revenir en Méditerranée. Quant à Trump, il a remis en question plusieurs engagements-clés, notamment envers l'OTAN, la navigation libre dans le Golfe persique et en Mer Rouge, sans que la présence militaire américaine n'ait vraiment changé.

→ **Poursuivre la coopération avec les Etats-Unis**

Malgré la perception du retrait, Washington reste un fervent défenseur de la transition démocratique tunisienne. Si Obama, et surtout Trump, ont remis en question l'interventionnisme américain dans la région, la rivalité des Etats-Unis avec la Chine à l'échelle mondiale les poussent dans les faits à maintenir leur influence en Méditerranée. Aussi le soutien militaire et politique qu'ils apportent à la Tunisie est-il fondamental. Il est donc dans l'intérêt de Tunis de poursuivre ses relations avec Washington pour bénéficier de son précieux soutien en matière de sécurité et potentiellement un dialogue plus étroit sur des préoccupations communes (Libye, Sahel) à la faveur de son statut actuel de membre non-permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU.

² Aussi connu sous le nom de « Belt and Road Initiative »

- **L'internationalisation du conflit en Libye rend sa résolution complexe**

Las de l'affrontement durable et instrumentalisé entre le Gouvernement d'Union Nationale (GUN) incarné par Faiez El-Sarraj, soutenu officiellement par l'ONU et l'Armée Nationale Libyenne (ANL) menée par le Général Khalifa Haftar, Ghassan Salamé - envoyé spécial des Nations-Unies pour la Libye - a présenté sa démission au début du mois de mars 2020, après plus de deux ans à son poste. La conférence de Berlin, initialement prévue en octobre 2019, puis repoussée à maintes reprises a finalement eu lieu en janvier 2020, sans toutefois constituer un jalon important sur la voie de la résolution du conflit. Alors que son but était de négocier un cessez-le-feu et faire respecter l'embargo onusien sur les livraisons d'armes (notamment de drones), lequel est mis à mal notamment par la Turquie et les EAU, elle n'a débouché que sur des déclarations d'intention. Depuis avril 2019, le Général Haftar – considéré par la France, la Russie, les EAU, l'Égypte et l'Arabie Saoudite notamment comme l'homme fort de l'Est libyen – tente de conquérir Tripoli, où siège le GNA, soutenu par la Turquie et le Qatar. Ses offensives restées vaines jusqu'à présent (en dépit de l'occupation des principaux terminaux et champs pétroliers depuis février 2020) exacerbent les tensions et épuisent une population, très éprouvée depuis 2011, qui ne comprend plus les raisons de la guerre et déplore que sa résolution ne lui appartienne pas. L'Union européenne, dont la diplomatie apparaît plus que divisée sur le dossier, a annoncé par l'intermédiaire de son Haut Représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, qu'elle reprendrait les opérations navales pour lutter contre la violation de l'embargo sur les armes à la fin du mois de mars sans poursuivre la lutte contre le trafic des migrants en mer (opération Irini succédant à Sophia). En d'autres termes, la résolution du conflit s'éloigne à mesure que le nombre d'acteurs étrangers aux agendas politiques complexes et divergents se multiplie.

→ ***S'imposer comme un acteur-clé de la résolution du conflit en Libye***

La diplomatie tunisienne doit être active sur la résolution du conflit libyen et faire valoir sa connaissance du pays et des dynamiques qui y sont à l'œuvre. En première ligne et directement impactée par la situation chez ses voisins, notamment par le flux de migrants sur son territoire et le trafic d'armes, qui menacent tous deux sa stabilité, la Tunisie doit accentuer le rôle qu'elle joue déjà sur la scène régionale et internationale.

- **Les revendications du peuple algérien déstabilisent le régime**

Depuis l'AVC d'Abdelaziz Bouteflika en 2013, l'Algérie était dirigée par les services de renseignement, les militaires et le milieu des affaires. L'annonce de sa candidature pour un cinquième mandat a déclenché une vague de protestations sans précédent, dont le Hirak algérien a éclos le 22 février 2019. A grand renfort de manifestations pacifiques tous les vendredis, baptisées « révolution du sourire », le peuple algérien a appelé de ses vœux la fin du pouvoir militaire et l'instauration d'un régime civil. S'il a obtenu la démission de Bouteflika, et la condamnation de certains de ses proches, il n'aura en revanche pas été satisfait sur le plan de ses revendications politiques. L'état-major de l'armée, sous la houlette du général Ahmed Gaïd Salah (décédé en fin d'année), a dans un premier temps été pragmatique et désavoué Bouteflika avant de s'attirer les foudres de la population par son refus de mettre sur pieds les institutions de transition réclamées et la multiplication des arrestations de manifestants, militants et journalistes. Contre la volonté d'une grande majorité des manifestants, il a organisé des élections présidentielles en décembre 2019, qui ont été largement boycottées par les Algériens (60% d'abstention) déterminés à faire tomber tout le système. Depuis son arrivée au pouvoir, Abdelmajid Tebboune – Président décrié car issu du sérail – s'emploie à assoir sa légitimité tout en ménageant l'armée.

En vue de réformer la Constitution pour satisfaire une des exigences du Hirak, Il a créé un comité d'experts composé essentiellement de professeurs de droit, chargés de lui soumettre des recommandations. La Constitution révisée devra être normalement approuvée par référendum en 2020. Il a par ailleurs fait de la lutte contre la corruption, qui est une réelle préoccupation en Algérie, une priorité de son mandat. Plus d'un an après son émergence, le Hirak porté par une jeunesse qui n'a pas connu la décennie noire et aspire à davantage de libertés et d'opportunités, s'est inscrit dans la durée pour remettre en question les fondements d'une société et d'un régime politico-militaire, immuables depuis l'indépendance du pays. Alors que l'Algérie s'achemine indéniablement vers une crise économique, le pouvoir ne peut plus compter sur les revenus liés aux hydrocarbures pour acheter ni louer la paix sociale. Aux demandes politiques vont donc très probablement succéder les revendications économiques et sociales. Sur le plan de la politique extérieure, Alger aspire à jouer un rôle de premier plan sur les dossiers sahélien et libyen.

→ *Cœuvrer aux côtés de l'Algérie pour une résolution régionale des conflits*

Malgré la grogne populaire, l'Algérie reste un partenaire solide et fiable pour la Tunisie. La relation tuniso-algérienne est très forte et importante, en témoigne le choix du président Saïed d'accorder sa première visite à l'étranger au chef d'Etat algérien. Confrontés à des défis communs, les deux pays entretiennent une coopération très fructueuse sur le plan sécuritaire : ils partagent en effet une très longue frontière supérieure à 1000 km, sur laquelle se trouvent des foyers de l'islamisme radical qui demandent une présence militaire accrue, des opérations communes et des échanges de renseignement. Tandis que la Tunisie est à présent bien engagée sur le chemin des réformes qui consolideront son statut d'Etat démocratique, l'Algérie est encore aux prémices de sa transition politique ; néanmoins les deux pays ont à cœur de préserver leur stabilité et souhaitent pour ce faire renforcer leur coopération pour contrer les répercussions du conflit libyen ainsi que les débordements sécuritaires dans la région sahélienne. Aussi la réactivation d'une Union du Maghreb arabe semble-t-elle opportune, une fois que l'épineuse question du Sahara occidentale, à laquelle la diplomatie tunisienne souhaite apporter son concours sera réglée.

• **La précarité de la situation sécuritaire au Sahel met en exergue la faiblesse des Etats**

Les pays du Maghreb sont les principaux pourvoyeurs d'éléments jihadistes au Sahel. La région sahélienne qui est extrêmement vaste connaît une présence militaire inédite, à la fois étrangère et multiple. Au Mali, il y a présentement 57 nationalités représentées, dont la Tunisie qui a décidé de rejoindre la MINUSMA en février 2019, en y envoyant 75 hommes. Nonobstant les investissements colossaux réalisés, le niveau de violence est sans précédent au Sahel. La prolifération de groupes armés aux objectifs et revendications divers – tribalisme, banditisme, trafic, djihadisme – rend la situation sécuritaire extrêmement dangereuse et imprévisible. Plus de 4000 civils ont perdu la vie en 2019 et le nombre de déplacés, qui a doublé par rapport à 2018, s'élève à 1 million dans les pays du G5 Sahel³. L'intervention militaire étrangère a favorisé l'apparition de foyers insurrectionnels et accentué les fractures sociales, politiques et économiques dans la région. L'accès humanitaire est dégradé et précaire et ne répond d'ailleurs pas aux besoins des populations civiles. Les forces de sécurité sont constamment prises pour cible : 45 militaires français sont morts en mission lors des opérations Serval puis Barkhane et la MINUSMA a perdu 208 hommes. Les stratégies militaires et politiques internationales n'ont pas porté leurs fruits ; elles ont bien au contraire participé à une dynamique de tensions sans proposer de solution durable. L'un des obstacles majeurs à la paix au Sahel réside dans la faiblesse des Etats de la région en termes de gouvernance et de capacités ainsi que dans le niveau de corruption très élevé.

³ G5 Sahel : Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad

→ **Plaider pour davantage de solidarité africaine ainsi qu'une meilleure gouvernance**

Les conséquences du conflit au Sahel vont au-delà de la simple question sécuritaire. Les incertitudes sont nombreuses et le Maghreb peine à se positionner stratégiquement. La pression migratoire pèse sur la Tunisie, dont le nombre de migrants subsahariens a augmenté de 50%. Les trafics en tous genres, notamment de drogue, déstabilisent par ailleurs son économie formelle et attirent la jeunesse. La Tunisie doit plaider pour une solidarité africaine et la mise en œuvre de réformes structurelles dans les pays du G5 Sahel ainsi que la résolution de certains problèmes, tels que les retombées du changement climatique, au niveau local.

- **Les initiatives de l'UE et de l'OTAN souffrent de l'enlisement du processus de paix israélo-palestinien**

La fin de la Guerre Froide a mis à nouveau en lumière la place et la centralité de la Méditerranée dans le contexte géopolitique et géostratégique européen. Dès 1989, la problématique israélo-palestinienne, la question des flux migratoires et du fondamentalisme religieux, les enjeux pétroliers ou des hydrocarbures et la sauvegarde écologique de la Méditerranée sont autant d'éléments qui justifient un intérêt renouvelé pour cette aire géographique. Dans la première moitié des années 90, quatre instances initiées par des organisations internationales sont créées, dont le dialogue méditerranéen de l'OSCE, le dialogue méditerranéen de l'OTAN ainsi que le dialogue euro-méditerranéen de l'UE. En dépit des nombreuses initiatives européennes – le Partenariat euro-méditerranéen, l'Union pour la Méditerranée et la PEV - destinées à renforcer la confiance, créer et densifier les cadres de dialogue, l'hétérogénéité et la divergence des points de vue caractérisant l'ensemble des partenaires constitue une difficulté. Mais c'est surtout le manque de leadership de l'UE sur le processus de paix au Proche-Orient qui semble avoir empêché un saut qualitatif des échanges, et par extension la mise en œuvre d'une réelle coopération dans le domaine de la sécurité en Méditerranée. Une autre divergence porte sur les questions des libertés fondamentales, des droits humains et de la démocratie, qui sont perçues avant les printemps arabes comme des tentatives d'ingérence européenne par plusieurs dirigeants dans leurs affaires internes. En outre, l'UE est critiquée pour son attention excessive accordée au contrôle des flux migratoires et à la gestion de questions comme le fondamentalisme et le terrorisme. Nonobstant les efforts de la Commission européenne et de la Haute Représentante pour la PESC de revigorer les liens avec les pays méditerranéens (notamment dès 2011 avec « Un partenariat pour la démocratie et une prospérité partagée avec le Sud de la Méditerranée » et avec la PEV rénovée en 2015), l'UE connaît depuis 2016 des difficultés internes considérables et s'emploie encore à trouver une issue aux négociations sur le Brexit.

La perspective de l'OTAN est différente et majoritairement axée sur les questions militaires et de sécurité. Par sa très forte dépendance vis-à-vis des Etats-Unis, elle est souvent associée, voire identifiée, dans certains pays et chez certaines populations de la rive Sud de la Méditerranée, avec la politique américaine. Son action s'est aussi traduite par la mise en place de mesures de confiance, comprenant des mesures politiques d'une part qui prennent la forme de réunions de haut niveau et des mesures pratiques d'autre part. Celles-ci sont vastes et comprennent des formations, séminaires et ateliers au profit des officiers supérieurs des pays participant au Dialogue méditerranéen notamment dans le cadre du Collège de Défense de l'OTAN à Rome, des plans civils d'urgence, des consultations sur le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive, des escales des forces navales de l'OTAN dans des pays participant au Dialogue méditerranéen, ou encore la participation de militaires de certains pays méditerranéens à des opérations coordonnées par l'OTAN.

→ **Maintenir un dialogue fort avec l'UE et l'OTAN**

Si le partenariat avec l'UE peut indéniablement faire l'objet de discussions approfondies et d'améliorations, il n'en reste pas moins incontournable pour la Tunisie, tant du point de vue économique que stratégique/sécuritaire. Aussi est-il essentiel pour Tunis de maintenir d'étroites et solides relations avec l'UE et de plaider pour un partenariat plus équilibré. Compte tenu de sa relation avec l'OTAN, laquelle lui offre un soutien technique sur les plans sécuritaire et militaire, la Tunisie devrait poursuivre la coopération.

- **Le changement climatique a des implications sécuritaires**

Les prévisions météorologiques sur les prochaines décennies laissent entrevoir un réchauffement climatique global, et l'augmentation des températures en Tunisie de 1,4 à 2,5 degrés ainsi que la baisse des précipitations de 5 à 15% à l'horizon 2050. Les années sèches et le stress hydrique qui vont s'ensuivre couplées à la difficulté d'évaluer la distribution spatiale de ces événements et à l'augmentation du niveau de la mer font peser des menaces sur la sécurité humaine, régionale et internationale. Certains secteurs de l'économie, tels que l'agriculture et le tourisme risquent de faire face à des conflits d'usage. Avec la mise en difficulté de l'agriculture va se poser avec grande acuité la question de la dépendance alimentaire. Des déplacements de population en lien avec les ressources sont à prévoir, de même que des tensions autour du partage des ressources hydriques. Les implications du changement climatique sont également légion pour la défense : les matériels militaires et les soldats sont contraints de s'adapter à des théâtres d'opération en constante évolution, d'où une augmentation des accidents et/ou décès en exercice. Désormais, maintenir un niveau d'efficacité opérationnelle est subordonné au climat, qui est un facteur d'usure des équipements et de fragilisation des infrastructures militaires ; autant de défis qui mobilisent l'ingénierie militaire.

→ **Permettre à la défense de concourir à la création de solutions innovantes**

Bien que l'empreinte carbone des forces armées soit un sujet difficile à aborder, il est possible de le rendre consensuel ou à minima moins clivant, en envisageant par exemple la rénovation du bâti, l'utilisation d'énergie renouvelables, la géothermie, la réduction de convois par le renforcement de l'autonomie des postes avancés, ou encore le développement de biocarburants. Quoiqu'il en soit il est nécessaire d'éviter l'écueil de la militarisation du changement climatique qui traiterait uniquement des conséquences et ferait oublier les causes du phénomène. Il est en outre urgent de dépolitiser la question, qui permet à certains dirigeants de se dédouaner d'une partie de leurs responsabilités. Les militaires ont le devoir de porter un discours qui sensibilise et incite à s'unir pour agir sur les causes du réchauffement climatique.

- **Le cyberspace est à la fois l'enjeu et le théâtre d'une nouvelle compétition géopolitique**

Les données sont devenues l'or noir du numérique, qui est un espace conditionné, paramétré par des facteurs technologiques, mais aussi politiques et sociaux. Ces données circulent sur un certain nombre de routes selon des logiques géographiques, sociales ou politiques qui échappent au contrôle et à la maîtrise des gouvernements :

- La couche physique correspond aux infrastructures : il s'agit des serveurs, centres de données et câbles transocéaniques qui servaient originellement pour le télégraphe et le téléphone. 97% des données les empruntent tandis qu'un petit nombre transite par la voie des communications satellites. Certains endroits du monde sont à cet égard des carrefours pour le stockage et l'analyse des données, des sortes de goulets d'étranglement. En d'autres termes la couche physique conditionne la capacité d'un Etat à être autonome ou pas.

- La couche logique correspond aux applications et protocoles qui permettent les échanges ainsi qu'aux logiciels qui assurent le bon fonctionnement de l'ensemble. Les données circulent sur le réseau d'internet en suivant des protocoles entre les différents opérateurs (dont les fournisseurs d'accès) et peuvent suivre des routes totalement étranges. Il convient de préciser que la plupart des données sont hébergées aux Etats-Unis.
- La couche sémantique correspond aux autres types de routes moins cartographiables, liées au type d'outils utilisés pour accéder au cyberspace comme les réseaux sociaux (ex : le *Ruinet* en Russie propose une utilisation des réseaux sociaux complètement différente, voire isolée des entreprises américaines).

Les enjeux liés aux données sont nombreux – d'ordre économique, technologique, sécuritaire, militaire et stratégique – et leur maîtrise détermine le degré de souveraineté numérique d'un Etat. Cette souveraineté recouvre plus précisément trois aspects : la maîtrise et le contrôle des flux de données structurés par les réseaux et les infrastructures ; l'indépendance vis-à-vis d'acteurs externes publics ou privés dans la collecte, le traitement et l'usage des données ; la disposition de capacités autonomes pour se défendre et façonner l'environnement géopolitique dans le cyberspace. La Russie a fait le choix d'obliger les entreprises russes à héberger les données des citoyens russes sur le territoire de la Fédération (les centres de données sont principalement localisés en Sibérie). La question du contrôle d'internet pose question pour les partisans de la liberté d'expression ou de la liberté de la presse car elle fait partie des techniques de censure utilisées par certains pays (ex : Chine, Inde, Iran).

→ **Promouvoir une réglementation forte dans le cyberspace**

Le cyberspace est devenu un instrument de la politique des Etats, qui concourt au renouvellement d'une nouvelle compétition géopolitique internationale. Au regard de la multiplication des opérations de *hacking* menées essentiellement dans le but de déstabiliser ou d'espionner et de la très forte interdépendance entre les Etats, il est nécessaire d'œuvrer à la construction de normes pour garantir l'application du droit international au cyberspace.

- **La géopolitique du Maghreb est intimement liée aux évolutions internationales**

Nous assistons à une exacerbation de la rivalité entre les forces de l'unipolarité qui aspirent à sauvegarder l'hégémonie américaine et celles de la multipolarité (Chine, Russie, Inde, Iran, Brésil). Ce monde en transition génère de l'imprévisibilité, notamment dans l'espace méditerranéen, qui est un concentré de ce qui se passe à l'échelle planétaire. L'alliance stratégique et tactique entre la Russie et la Chine qui se matérialise énergétiquement, militairement par des exercices d'ampleur, et économiquement interpelle l'Europe affaiblie et les équilibres méditerranéens. Le théâtre maghrébin est tiraillé entre ces multiples influences : eu égard aux incursions de puissances régionales et internationales, la Méditerranée cesse d'être un lac occidental, la militarisation de l'océan sahélien s'accélère et la ceinture de sécurité du sud des pays du Maghreb se renforce. Le retour en force d'une course à l'armement au Maghreb est une autre tendance notable : l'Algérie s'arme en dépit d'une profonde crise économique (budget défense 2019 de 20,9 milliards), tout comme le Maroc, qui a augmenté son budget de 30% dans sa loi de finances 2020 nonobstant les troubles sociaux (10.38 milliards de dollars d'armements achetés en 2019). Le Maghreb va sortir de sa singularité de presqu'île stratégique (décloisonnement général) et il faut ainsi s'attendre à de profonds bouleversements. Force est de constater qu'il y a une crise de confiance entre les deux rives de la Méditerranée, fondée sur l'asymétrie du partenariat. C'est en tout cas la perception qui prévaut au Maghreb, où la lassitude d'être considéré comme le rivage qu'il convient d'organiser selon les normes européennes et sécuriser, grandit.

→ **Le Maghreb doit se réapproprier son identité et sa centralité géopolitiques**

Dans ce contexte, la Tunisie doit œuvrer à abaisser le niveau des tensions sur trois dossiers prioritaires, que sont la Libye, le flanc sud sahélien et le retour des *foreign fighters* de Syrie. Elle doit à cet égard tenter de limiter l'ingérence du Machrek au Maghreb et s'employer à établir des mesures de confiance à l'échelle du Grand Maghreb (GM). Promouvoir l'adoption de mécanismes et de stratégies partagés semble opportun et nécessaire pour faire face à des défis communs engageant l'avenir du GM (logique en silos), tels que la crise climatique, les catastrophes naturelles ou industrielles, les pandémies, la crise de la gouvernance, les crises sociales, la révolution numérique, la transition énergétique, l'eau et le stress hydrique (etc.). Renforcer les liens régionaux peut également passer par la formalisation d'une coopération entre instituts d'études stratégiques. En d'autres termes, il est urgent d'unifier une politique sur les problématiques et conflits ardents interpellant la sécurité et l'économie du GM.



16ème séminaire EUROMED Comprendre et anticiper les stratégies d'influence des acteurs-clés en Méditerranée

*À l'Institut de Défense Nationale, Tunis
Du 3 au 5 mars 2020*

Contexte

La Méditerranée est un espace stratégique qui concentre à lui seul l'ensemble des enjeux mondiaux, qu'ils soient sécuritaires, géopolitiques, économiques, migratoires, environnementaux, ou encore énergétiques. Perçu tantôt comme une zone d'opportunités, tantôt comme un vecteur de crises, le bassin méditerranéen est inexorablement convoité par une myriade d'acteurs, allant des grandes puissances traditionnellement implantées dans la région, aux acteurs régionaux en passant par les organisations internationales - tous rivalisant entre eux pour étendre leur influence.

L'année 2019 aura été marquée par des mouvements populaires notables, lesquels ont ravivé le souvenir des printemps arabes. Aux portes de la Tunisie, le peuple algérien s'est dressé pacifiquement contre ses gouvernants des deux dernières décennies, provoquant ainsi la démission du président Bouteflika, le report des élections présidentielles, ainsi que la condamnation de personnalités influentes. Le Soudan a également été le théâtre d'un soulèvement populaire amorcé en 2018 qui a permis la chute de l'ancien régime dictatorial. Au Levant, le Liban et l'Irak sont agités par des manifestations houleuses, qui contestent la légitimité et l'efficacité des représentants en place. Les points de convergence entre ces mouvements contestataires sont légion : le ras-le-bol notamment de la corruption généralisée et de l'immobilisme politique qui renforcent les inégalités socio-économiques. Au rang des revendications qui

présentent un caractère similaire, la nécessité de renforcer la transparence, l'efficacité et la redevabilité des autorités s'impose comme une urgence ; en d'autres termes la nécessité d'œuvrer pour une meilleure gestion et gouvernance des affaires publiques. Quant à la Libye, elle s'enlise dans un conflit qui ne trouve pas d'issue et dont toute perspective de résolution s'éloigne à mesure que de nouveaux acteurs s'en mêlent. Ce grand pays, jadis considéré comme un verrou du Sahel projette son instabilité aussi bien sur ses voisins maghrébins et sahéliens que sur l'Europe tout entière.

Dans ce contexte périlleux, la Tunisie qui vient d'élire son nouveau président et son parlement, poursuit sa transition démocratique mais redoute les ondes de choc de son voisinage. La défense nationale tout particulièrement est à pied d'œuvre pour protéger l'intégrité du territoire tunisien, combattre l'extrémisme violent sur son sol et juguler la criminalité organisée ainsi que les trafics transfrontaliers.

Afin de faire un état des lieux de la situation actuelle, l'Institut de Défense Nationale (IDN), avec le soutien du Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF), organise le 16^{ème} séminaire EUROMED de haut niveau sur « les stratégies d'influence des acteurs-clés en Méditerranée ».

Objectifs du séminaire

Le séminaire vise à mettre en évidence le rôle que les acteurs influents - Etats, groupes d'Etats et organisations - jouent dans la région méditerranéenne ainsi que les logiques qui gouvernent leurs stratégies. Les objectifs spécifiques du séminaire sont les suivants :

- Poursuivre le débat sur les intérêts et les stratégies d'influence adoptées par les différents acteurs présents en Méditerranée ;
- Fournir des informations utiles et à jour aux acteurs institutionnels tunisiens concernant les différents aspects des politiques étrangères menées par ces acteurs sur les plans sécuritaire (notamment en matière de lutte contre le terrorisme), commercial, énergétique, environnemental, et migratoire ;
- Identifier les ambitions réelles des acteurs qui s'emploient à mettre en place des relais d'influence et projeter leurs visions dans la région ;
- Déterminer à la lumière de tous ces éléments la manière dont la Tunisie peut se positionner de façon stratégique dans le bassin méditerranéen.

Organisation et participants

Ce séminaire de trois jours est organisé du 3 au 5 mars 2020, au siège de l'IDN, à Tunis. Des représentants de haut niveau issus des trois Présidences, des différents Ministères tunisiens, de l'Instance Nationale de Protection des Données Personnelles, de l'Instance Nationale d'Accès à l'Information (INAI) et de l'Union Tunisienne de l'Industrie du Commerce et de l'Artisanat (UTICA) seront présents.

La modération de l'ensemble des sessions sera assurée par le Colonel retraité de l'armée belge Junior De Fabribeckers.

PROGRAMME

Horaire	Mardi 3 mars 2020
08h45-09h00	Accueil des participants
09h00-10h30	<p>Mots de bienvenue</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentations par M. Junior De Fabribeckers - Mot d'ouverture du Capitaine de Vaisseau Major Faouzi Zaiem - Robert Watkins, Directeur de la Division Moyen-Orient et Afrique du Nord, DCAF Genève - Allocution du représentant de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), le Général de brigade (2S) Jérôme PELLISTRANDI (25-30 mn) - Allocution du représentant du <i>Centro Superior de Estudios de la Defensa Nacional</i> (CESEDEN), Lieutenant-colonel Manuel Lopez Lago (25-30 mn)
10h30-11h00	Pause-café, conférence de presse et photos de groupe
11h00-12h00	<p>Séance 1 – La Méditerranée : un carrefour géopolitique névralgique</p> <p><u>Objectif</u> : identifier les nouvelles tendances géopolitiques à l'œuvre dans le bassin méditerranéen et les raisons de ces évolutions.</p> <p><u>Intervenants</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Noureddine Naifar, (35 mn) - Période de questions
12h00-14h00	Pause-déjeuner - Club des officiers Belvédère – Service de navette
14h00-15h30	<p>Séance 2 – Le positionnement stratégique des acteurs régionaux : la Turquie, le Qatar et les Emirats arabes unis.</p> <p><u>Objectif</u> : mettre en lumière les intérêts et les moyens déployés par les puissances régionales pour infléchir les dynamiques existantes en Méditerranée.</p> <p><u>Intervenants</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Dorothee Schmid, Chercheur, Responsable du programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'IFRI (35mn) - Jean-Loup Samaan, Professeur associé en études stratégiques, Collège de défense nationale des Emirats arabes unis (35mn) - Période de questions (15mn)
19h00	Dîner, Club des officiers Belvédère

Horaire Mercredi 4 mars 2020	
09h00-09h15	Récapitulatif de la veille
09h15-10h45	<p>Séance 3 – L’influence établie de la Russie et de la Chine et le repositionnement américain en Méditerranée</p> <p><u>Objectif</u> : présenter les ambitions de la Russie dans la région à la lumière de sa rupture avec la communauté euro-atlantique, les caractéristiques de l’expansionnisme chinois ainsi que ce qui ressemble à un désengagement des Etats-Unis de la région.</p> <p><u>Intervenants</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Igor Delanoë, <i>Directeur-adjoint, Observatoire franco-russe (25mn)</i> – Dr. Mohamed Sahbi Basly, <i>Ancien ambassadeur de la Tunisie : Inde, Népal, Sri Lanka, Maldives 98/2001, Madrid 2001/2004, Chine, Cambodge, Vietnam, Corée du Nord, Laos 2005/2011, Président de l’Organisation Méditerranéenne de la Route de la Soie (25mn)</i> – William Wechsler, <i>Expert senior, Atlantic Council (25mn)</i> – Période de questions (15mn)
10h45-11h15	Pause-café
11h15-12h20	<p>Séance 4 – Les turbulences du voisinage de la Tunisie : les cas libyen et algérien</p> <p><u>Objectif</u> : analyser les évolutions politiques en Algérie et en Libye et déterminer leurs répercussions sur la Tunisie.</p> <p><u>Intervenants</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Mary Fitzgerald, <i>Spécialiste de la Libye (25mn)</i> – Hasni Abidi, <i>Directeur du Centre d’études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen (25mn)</i> – Période de questions (15mn)
12h20-13h00	<p>Séance 5 – Les défis sécuritaires dans la région du Sahel et leurs retombées sur le Maghreb</p> <p><u>Objectif</u> : identifier les défis sécuritaires qui agitent le Sahel et la façon dont ils peuvent alimenter l’instabilité aux portes du Maghreb.</p> <p><u>Intervenant</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Emmanuel Tronc, <i>Chercheur et analyste senior, Harvard Humanitarian Initiative (25mn)</i> – Période de questions (15mn)
13h00-14h30	Déjeuner (Pour les invités de l’IDN et du DCAF) - Club des officiers Belvédère – Service de navette

Horaire	Jeudi 5 mars 2020
08h45-09h00	Récapitulatif de la veille
09h00-10h30	<p>Séance 6 – Le rôle de l’UE et de l’OTAN en Méditerranée</p> <p><u>Objectif</u> : retracer l’histoire de la présence de l’UE et de l’OTAN en Méditerranée ainsi que leurs ambitions respectives.</p> <p><u>Intervenants</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Amine Ait-Chaalal, Professeur, Centre d’études des crises et conflits internationaux (CECRI), Université catholique de Louvain (35mn) – Période de questions (10mn)
10h30-11h00	Pause-café
11h00-12h30	<p>Séance 7 – Défis migratoires, environnementaux et énergétiques en Méditerranée & souveraineté numérique et cybersécurité</p> <p><u>Objectif</u> : saisir l’ampleur du phénomène migratoire et l’un de ses corollaires, le changement climatique, la question énergétique ainsi que les enjeux liés à la cybersécurité.</p> <p><u>Intervenants</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Bastien Alex, Chercheur à l’IRIS (35mn) – Stéphane Taillat, MCF en études sur la guerre et la stratégie, Ecoles Militaires de St Cyr-Coëtquidan, Centre GEODE (Géopolitique de la Datasphère) (35mn) – Période de questions (15mn)
12h30-14h00	Pause-déjeuner - Club des officiers Belvédère – Service de navette
14h00-15h00	<p>Séance 8 – Stratégies à adopter face aux nouvelles menaces</p> <p><u>Objectif</u> : déterminer une façon pour la Tunisie de se positionner de façon stratégique dans le bassin méditerranéen</p> <p><u>Intervenant</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Mehdi Taje, Expert en géopolitique et en méthodologies de la prospective et de l’anticipation (40mn) – Période de questions (20mn)
15h00-16h00	Questions, débats et clôture du séminaire

BIOGRAPHIES des EXPERTS

ABIDI, Hasni

Hasni ABIDI est politologue de nationalité suisse et algérienne. Spécialiste du monde arabe. Il est directeur du Centre d'études et de recherche sur le monde arabe et méditerranéen et Chercheur invité à Paris-I La Sorbonne de 2006 à 2011, ses travaux portent sur l'évolution politique au Proche-Orient et au Maghreb. Titulaire d'un doctorat en science politique de l'université de Genève sur le pouvoir politique en Algérie face à la mouvance islamiste. Il est en charge d'un séminaire au Global Studies Institute de l'Université de Genève : « La Politique méditerranéenne de l'UE » et « Géopolitique du Moyen-Orient ». M. Abidi a assuré un séminaire à l'IRIS sur « Etat, armée et société dans le monde arabe ».

Hasni ABIDI est consultant auprès de plusieurs institutions publiques européennes et internationales. Il a notamment assuré des mandats de recherche pour le compte de l'Unesco, CNUCED, UNAOC et le CICR. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages et articles sur la région. M. Abidi est membre du panel international de sortie de violence initié pour le gouvernement français. Il a été élu parmi les «100 personnalités les plus importantes de Suisse- Romande » par la Revue suisse Bilan.

AIT-CHALAAL, Amine

Professeur Amine Ait-Chaalal : Diplômé de l'Université catholique de Louvain/UCLouvain - Belgique (Doctorat en sciences politiques - orientation relations internationales) et de l'Université d'Ottawa - Canada (M.A. en politique internationale et comparée). Membre du Centre d'études des crises et conflits internationaux (CECRI, dont il a été co-directeur, 2002-2007, puis directeur, 2007-2015), il enseigne au Département des sciences politiques et sociales de l'UCLouvain dans le domaine des relations internationales. Il a été président de la commission des relations extérieures de la Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication de l'UCLouvain (2011-2017).

Il a effectué plusieurs missions internationales de recherche et d'enseignement (Association des études internationales, Tunis; Institut diplomatique pour la formation et les études, Tunis; Monash University, Melbourne; Zhejiang University, Hangzhou; Nelson Mandela Centre for Peace and Conflict Resolution, New Delhi; Instituto de Pesquisa de Relações Internacionais/IPRI - Fundação Alexandre de Gusmão/FUNAG, Brasília; Universidade de Brasília; School of Advanced International Studies/SAIS, Johns Hopkins University, Washington, D.C.; School of International and Public Affairs/SIPA, Columbia University, New York; John F. Kennedy Library, Boston; Institut de relations internationales et stratégiques/IRIS, Paris; Institut d'études politiques, Toulouse; Sciences Po, Paris; Université Saint-Joseph, Beyrouth). Il fait partie de réseaux scientifiques traitant des relations internationales. Ses recherches et publications portent sur le Moyen-Orient et le Maghreb, les questions euroméditerranéennes, la politique étrangère des Etats-Unis et la politique extérieure du Brésil.

Dr. BASLY, Mohamed Sahbi

- Docteur en Médecine, spécialiste en Médecine préventive et sociale du Travail.
- Directeur Général de l'institut de santé et sécurité au travail 89/92.
- Vice-président de la Mairie de l'Ariana 90/92.
- Gouverneur de Médenine 92/94.
- Directeur Général des Affaires Politiques, au ministère de l'intérieur 95/96.
- Gouverneur de Sfax 96/98.
- Ambassadeur en Inde, Népal, Sri Lanka, Maldives 98/2001.
- Ambassadeur à Madrid 2001/2004.
- Ambassadeur en Chine, Cambodge, Vietnam, Corée du Nord, Laos 2005/2011
- Président du parti Al Mustakbal 2011/2014.
- Président du Conseil de Coopération Tunisie - Chine 2015.
- Vice-président de l'organisation Mondiale de la Diplomatie Publique WPDO depuis octobre 2017.
- Président de l'Organisation Méditerranéenne de la Route de la Soie.

ALEX, Bastien

Bastien Alex est chercheur à l'IRIS, responsable du programme Climat, énergie et sécurité. Il s'intéresse principalement aux impacts géopolitiques et sécuritaires du dérèglement climatique et aux enjeux énergétiques mondiaux. Depuis novembre 2016, il codirige avec François Gemenne l'Observatoire géopolitique des enjeux des changements climatiques en termes de sécurité et de défense, projet financé par le ministère des Armées. Il signe, dans L'Année stratégique, annuaire géopolitique de l'IRIS, le chapitre « Energie et environnement » depuis 2013.

Au sein d'IRIS Sup', il est responsable pédagogique du diplôme de Relations internationales première année. Il a enseigné les enjeux géopolitiques du développement durable dans le cadre du MBA Management du développement durable dispensé

par l'Institut supérieur de Gestion de Paris de 2012 à 2014 et animé un TD portant sur les organisations internationales à l'Université de Cergy-Pontoise entre 2011 et 2013.

Titulaire d'un master recherche en géographie spécialisé sur les pays émergents et en développement obtenu à l'Université Denis Diderot (Paris VII), Bastien Alex est également diplômé de l'Université Paris VIII où il a suivi le cursus professionnel Études européennes et internationales.

DE FABRIBECKERS, Junior

M. Junior de Fabricebeckers est Lt-Colonel de l'Armée de terre de Belgique. Au cours de sa carrière, M. de Fabricebeckers a participé à plusieurs Opérations de Maintien de la Paix, telles qu'en Somalie en 1993 et au Kosovo 2001 de même qu'à différentes missions militaires en Afrique (Bénin, Kenya, RDC, Burundi,) dont il assurera, entre autres, la responsabilité des entraînements de mise en condition de plusieurs contingents belges et africains avant leur déploiement dans un contexte international.

En 2010, il sera approché et engagé par les Nations Unies pour d'abord servir comme Chef d'unité de la Mission des Nations Unies à Bangui en République Centrafricaine pendant 3 ans en charge de la Réforme du Secteur de la Sécurité/RSS et du Désarmement, Démobilisation et Réintégration/DDR (NB : il y vivra en direct les 2 derniers coups d'état) ; ensuite, il sera sélectionné comme Directeur de la Division Réforme du Secteur de la Sécurité pour servir dans la plus grande mission de maintien de la Paix du Monde, la MONUSCO.

Ayant atteint le grade d'Officier Supérieur au terme d'une carrière militaire atypique et exceptionnelle orientée non seulement vers les opérations extérieures mais également vers la dimension stratégique et diplomatique ; ayant atteint le niveau de Directeur au sein des Nations Unies, M. de Fabricebeckers a décidé de poursuivre son soutien en matière de sécurité en à des demandes ciblées.

DELANOE, Igor

Il est directeur-adjoint de l'Observatoire franco-russe (Moscou) et docteur en histoire. Son expertise porte sur la géopolitique de la Russie, sur la présence et les intérêts russes en mer Noire, en Méditerranée et au Moyen-Orient, et sur les questions de sécurité et de défense russe, en particulier la marine de guerre.

Il a effectué en 2013 un post-doctorat à la John F. Kennedy School of Government (Harvard University), au sein du National Security Program. Il est chercheur associé au Center for International and European Studies (université Kadir Has, Istanbul), au Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine (CMMC) et au Laboratoire de Droit international et Européen (LADIE) de l'université Nice-Côte d'Azur. Son dernier livre, « Russie. Les enjeux du retour au Moyen-Orient », est paru en décembre 2016 aux éditions de L'Inventaire.

FITZGERALD, Mary

Elle est chercheuse et consultante spécialisée dans la région euro-méditerranéenne avec un accent particulier sur la Libye. Arrivée à Benghazi quelques jours après le début des manifestations anti-Kadhafi en février 2011, elle a passé plusieurs mois en Libye à couvrir le soulèvement qui a suivi. Depuis lors, elle a travaillé en Libye, y vivant en 2014, et effectue maintenant de fréquents voyages de recherche dans le pays.

Elle a mené des recherches sur la Libye pour l'International Crisis Group (ICG), le Conseil européen des relations étrangères (ECFR), l'Institut européen de la Méditerranée (IEMED) et l'Institut universitaire européen (EUI), entre autres. Son travail a été publié dans The Economist, Foreign Policy, le New Yorker, le Washington Post, le Financial Times, le Guardian, Monocle et Roads & Kingdoms. Elle est l'auteure d'une contribution à un volume édité sur « La révolution libyenne et ses conséquences » publié par Hurst / Oxford University Press.

En tant que journaliste, Mary a commencé sa carrière sur l'Irlande du Nord après le conflit, couvrant les querelles paramilitaires et le sectarisme qui a perduré au-delà de l'accord de paix de 1998. Elle a passé sept ans en tant que correspondante étrangère itinérante pour l'Irish Times, et a été reporter dans plus de 40 pays, dont l'Afghanistan, la RDC, l'Égypte, l'Inde, l'Iran, le Liban, le Mali, le Myanmar, le Pakistan, l'Arabie saoudite, la Somalie, le Soudan et la Syrie. Elle a également travaillé sur la dynamique des conflits et des post-conflits en Bosnie, au Tchad, au Darfour, en Irak, au Kosovo, en Palestine / Israël, en Sierra Leone, au Soudan du Sud et dans la région basque espagnole.

LAGO, Manuel Lopez Lago

Bio manquante

NAIFAR, Noureddine

Noureddine Naifar a un doctorat d'Etat en sciences humaines, agrégation de l'université, habilitation en théories physiques quantiques et relativistes et une licence en droit privé.

Il est professeur multidisciplinaire à l'université Tunis Al Manar en éthique médicale, psychologie et neurosciences cognitives, philosophie du droit et en théories de la mécanique quantique.

Noureddine Naifar est également expert national en sécurité globale, directeur de thèses de doctorat, chargé de cours et directeur de recherches des hauts officiers aux écoles supérieures des forces de sécurité intérieure, chargé de cours sur les rapports des sciences biomédicales et criminologie à l'école de la garde nationale, directeur de mastères à l'académie navale, professeur conférencier à l'école de guerre et professeur conférencier à l'institut de défense nationale.

Il a publié en 2011 aux éditions l'Harmattan « Rationalité de la science d'Albert Einstein » et en 2013 aux éditions de l'université Al Manar « Rationalité de la mécanique Quantique »

PALLISTRANDI, Jérôme

Jérôme PELLISTRANDI est Général de brigade (2°S) et chef du bureau des sessions en région de l'IHEDN).

Il a tout d'abord effectué son service militaire en octobre 1980 au 51° Régiment d'artillerie à Wittlich (Allemagne), régiment qu'il quitte avec le grade de Maréchal des Logis du contingent. Désirant poursuivre une carrière militaire, il étudie au Lycée militaire de St Cyr l'Ecole et intègre l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr en septembre 1983, il est également diplômé d'une licence d'histoire (1986).

A l'issue, il choisit l'arme des Transmissions et sert comme lieutenant au 41° Régiment de Transmissions à Senlis (1988-1990). Il obtient un DEA d'histoire contemporaine de l'EHESS en 1990. Son mémoire traite des relations militaires entre la France et l'Espagne. Promu capitaine le 1° août 1990, il est muté au 4° Régiment d'Hélicoptères de commandement et de manœuvre à Essey-les-Nancy, où il commande à partir de l'été 1992, la 4° Compagnie de Transmissions Divisionnaire de la Division aéromobile. De 1994 à 1997, il est affecté au Centre de Sélection n° 3 à Rennes où il est promu chef de bataillon en 1996.

Admis au concours du Cours Supérieure d'Etat-Major - 111° promotion et breveté CSEM, (ex Ecole de Guerre), il effectue sa première année de scolarité à Madrid à l'Escuela de Estado Mayor (1997-1998), avant de rejoindre le Collège Interarmées de Défense - 6° promotion. Il est titulaire d'un Master de relations internationales (1998 à Madrid). Puis, il sert au Commandement de la Doctrine et de l'Enseignement Militaire Supérieur (CDES) comme officier rédacteur puis comme assistant militaire du Général commandant le CDES. Il est promu lieutenant-colonel le 1° décembre 2000. En 2002, il rejoint l'Ecole Supérieure et d'Application des Transmissions de Cesson-Sévigné, à la direction des études et de la prospective.

En 2004, promu colonel, il est désigné comme commandant en second du 28° Régiment de Transmissions à Issoire dont il en prend le commandement le 25 juin 2005 jusqu'au 28 juin 2007. Au cours de son temps de commandement, il a commandé le Bataillon de Commandement et de Soutien n°8 au Kosovo en 2006. Le 14 septembre 2007, il prend le commandement de la Brigade Multinationale d'Appui au Commandement (MNCS Bde) du Corps Européen à Strasbourg. A compter du 7 septembre 2009, il est affecté à l'Ecole des Transmissions de Cesson – Sévigné comme directeur de la Direction des Etudes et de la Prospective.

Il est Auditeur de la 118° Session du Collège de Défense de l'OTAN en 2011. Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite, il est également titulaire de la Ehrenkreuz d'argent de la Bundeswehr. Il est docteur en histoire-défense-sécurité (Ecole Pratique des Hautes Etudes). Il obtient la mention très honorable pour la soutenance effectuée le 25 janvier 2011 intitulée : « les transformations de l'institution militaire espagnole contemporaine ». De 2012 à 2014, il est officier projet au Centre Interarmées de Concepts, de Doctrine et d'Expérimentation (CICDE). Puis, il est affecté à la DEMS jusqu'en août 2018.

Le Général (2°S) Pellistrandi est rédacteur en chef de la Revue Défense Nationale depuis l'été 2014. Il a, au cours de sa carrière, effectué 4 Opérations extérieures à Djibouti, au Tchad, puis dans le cadre de l'opération Héraklès, comme conseiller terre auprès de Central Command et enfin au Kosovo.

SAMAAN, Jean-Loup

Jean-Loup Samaan est diplômé en sciences politiques de l'institut de sciences politiques de Grenoble. Il a un diplôme d'études approfondies en relations internationales de l'université Paris I Panthéon Sorbonne et titulaire d'un doctorat de sciences politiques de la même université. Il est également titulaire d'une habilitation de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris à diriger des recherches en sciences politiques.

Il est chercheur invité au RAND Corporation à Washington au sein duquel il a contribué à de multiples projets de recherche sur l'Irak et le Moyen-Orient mandatés par le Département de la Défense.

Jusqu'à 2011, M. Samaan a été chargé d'enseignement vacataire à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et chargé de mission, Délégation aux affaires stratégiques au sein du ministère de la défense français.

Il a été maître de conférences et Directeur adjoint, Département du Moyen-Orient au collège de défense de l'OTAN à Rome.

Depuis 2016, il est professeur associé » aux études stratégiques au Collège de Défense nationale des Emirats Arabes Unis.

M. Samaan a publié plusieurs ouvrages et articles: *Engaging the Periphery: Israel's Foreign Policy Beyond the Arab World*, New York, Routledge, 2018.

La Menace Chinoise : Une invention du Pentagone ? Paris, Vendémiaire, 2012.

La RAND Corporation (1989-2009) : La reconfiguration des savoirs stratégiques aux Etats-Unis, Paris,

L'Harmattan, 2010. [Publié en anglais chez Palgrave et en italien chez Cestudec]

Les Métamorphoses du Hezbollah, Paris, Karthala, 2007.

SCHMID, Dorothée

Dorothée Schmid est titulaire d'un diplôme de Science-Po Paris et d'un doctorat de l'Université Panthéon. Elle a travaillé en tant qu'analyste risques pays pour le Crédit Agricole-Indosuez et consultante pour les institutions publiques, les ONG et les entreprises privées avant de rejoindre l'Ifri en 2002. Elle a créé le programme Turquie de l'Ifri en 2008 et est devenue directrice du département MENA en 2015. Elle a produit une analyse approfondie des politiques de l'UE et de la France au Moyen-Orient, la démocratisation induite et l'économie politique de la région. Ses recherches actuelles portent sur la nouvelle concurrence des pouvoirs, l'évolution de la diplomatie turque et les programmes d'après conflit.

TAILLAT, Stéphane

Stéphane Taillat est Maître de conférences à l'Institut Français de Géopolitique de l'Université Paris 8 détaché aux Écoles de St Cyr-Coëtquidan où il enseigne les relations internationales et les études stratégiques. Il est directeur adjoint du mastère spécialisé « opérations et gestion des crises en cyberdéfense ». Chercheur au pôle « mutation des conflits » du Centre de Recherche des Écoles de Coëtquidan (CREC) ainsi qu'au centre de recherche « Géopolitique de la Datasphère » (GEODE), ses travaux portent sur les transformations militaires, la numérisation du champ de bataille, la conflictualité cyber et les politiques de cyberdéfense aux Etats-Unis.

Il a co-dirigé avec Amaël Cattaruzza et Didier Danet *La cyberdéfense, politique de l'espace numérique* (Armand Colin, collection « U », 2018) qui a obtenu le prix du livre « cyberdéfense » du Forum International de la Cybersécurité de Lille en janvier 2019.

TAJE, Mehdi

Il est diplômé de l'Université Paris 2 Assas, de Paris V René-Descartes et du Collège de Défense de l'OTAN à Rome.

Expert en géopolitique et en méthodologies de la prospective et de l'anticipation, il enseigne ces disciplines au sein d'institutions académiques et militaires tunisiennes et étrangères. Son champ d'expertise se focalise sur la géopolitique du Maghreb, du Sahel africain et du théâtre méditerranéen et moyen-oriental. Mehdi Taje dirige le cabinet de conseil Global Prospect Intelligence spécialisé dans l'analyse géopolitique et prospective et l'évaluation des risques et des opportunités pour les entreprises et institutions étatiques.

Il est également expert associé auprès du Centre 4S (Centre des Stratégies pour la Sécurité du Sahel Sahara), de l'ESCA (Institut de Recherche en Géopolitique et en Géoéconomie) à Rabat au Maroc et met son expertise à disposition de gouvernements de l'espace sahélien. Il est membre du Collège des conseillers internationaux du CF2R (Centre français de Recherche sur le Renseignement) et du bureau du Cavie Tunisie (Centre Africain de Veille et d'Intelligence Economique). Parallèlement, il a été jusqu'à mars 2012 et durant sept années, expert auprès de l'Institut Tunisien des Etudes Stratégiques (ITES, Présidence de la République) et a représenté la Tunisie au sein du comité de pilotage du CEMRES (Centre euromaghrébin de recherche et d'études stratégiques, Dialogue 5+5 au format défense).

De janvier à juin 2010, Mehdi Taje a été chargé des questions africaines et sahéliennes à l'IRSEM (Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire de Paris). D'octobre 2015 à octobre 2017, M. Taje a dirigé le Département Politiques Publiques, Etudes Stratégiques et Prospectives à l'ITES.

Il a également conseillé de grands groupes industriels français et tunisiens. Mehdi Taje donne régulièrement des interviews à la radio et à la télévision de médias maghrébins et internationaux.

Enfin, il est l'auteur d'une monographie sur la géopolitique du théâtre sahélien (NDC Occasional Paper, n°19, décembre 2006), co-auteur des ouvrages « Le Maroc stratégique 2014 : ruptures et permanences d'un royaume en mouvement », « Menaces en Afrique du Nord et au Sahel et sécurité globale de l'Europe » et de nombreux articles balayant de larges champs géographiques (espace sahélien, Maghreb, Afrique, théâtre méditerranéen, terrorisme, Moyen-Orient, sécurité collective, prospective, etc.) au sein de revues françaises, tunisiennes, maghrébines, africaines et américaines. Il est l'auteur d'un ouvrage inédit portant sur « Les nouvelles routes de la Soie et l'Afrique du Nord : quelles synergies ? ». Le projet chinois, ses ressorts avoués et non avoués, son impact sur l'Afrique, la Méditerranée et l'Europe y sont détaillées enrichies de propositions et orientations stratégiques à l'attention des autorités tunisiennes visant à positionner au mieux de ses intérêts la Tunisie.

A travers ses travaux sur le Maghreb, le Sahel, l'Afrique, la Méditerranée et le Moyen-Orient, Mehdi Taje aspire à développer une nouvelle analyse de la conflictualité de ces espaces en s'appuyant sur l'approche systémique, géopolitique et prospective.

TRONC, Emmanuel

Analyste de recherche principal, Programme de formation avancée sur l'action humanitaire (ATHA) Emmanuel Tronc est analyste de recherche principal au Programme de formation avancée sur l'action humanitaire (ATHA) de la « Harvard Humanitarian Initiative ». Il se concentre sur la recherche sur le terrain et l'analyse du contexte sur la négociation humanitaire et l'accès dans de nombreux contextes de première ligne. Emmanuel travaille dans le secteur humanitaire depuis 1996 et apporte une vaste expérience dans les situations de conflit, la réponse humanitaire médicale et d'urgence, ainsi que la mise en réseau et le dialogue avec des acteurs étatiques et non étatiques. Emmanuel a travaillé avec Médecins sans frontières (MSF) de 1997 à 2016, en tant que chef de mission dans plusieurs pays, notamment au Libéria, en Côte d'Ivoire, en République démocratique du Congo et en Afghanistan. En 2004, il a rejoint le bureau international de MSF pour développer et diriger des initiatives de diplomatie humanitaire pour ses opérations. Emmanuel était également coordinateur du plaidoyer et de la représentation humanitaire et a représenté MSF parmi les principales parties prenantes du système d'aide en évolution, y compris les dirigeants politiques et les représentants des groupes armés pendant plus d'une décennie. Emmanuel dirige le programme « Humanitarian Access and Negotiations » chez « Conflict Dynamics International » (CDI) et possède une vaste expérience dans la conception, la formation et l'enseignement du développement professionnel. Il a enseigné des cours de niveau master sur les conflits et les crises à Sciences Po Paris de 2011 à 2013 et est conseiller principal de la Fondation internationale François Xavier Bagnoud depuis 2016 en se concentrant sur l'analyse des conflits et les programmes de développement communautaire pour plusieurs entités. Emmanuel est économiste de formation et titulaire de diplômes supérieurs en économie et en sciences politiques.

WECHSLER, William

William Wechsler est conseiller principal pour les programmes au Moyen-Orient au Conseil de l'Atlantique et directeur du Rafik Hariri Center for the Middle East. Le poste le plus récent de Wechsler au sein du gouvernement était secrétaire adjoint à la défense pour les opérations spéciales et la lutte contre le terrorisme, où son travail mettait l'accent sur le contre-terrorisme, la contre-insurrection, les opérations d'information et d'autres opérations sensibles. Au Département américain de la Défense, Wechsler a conseillé plusieurs secrétaires sur un large éventail d'actions ministérielles, ainsi que sur ses politiques, plans, autorités et ressources liées aux opérations spéciales et à la guerre irrégulière. À ce poste, Wechsler a également aidé à assurer une surveillance civile des responsabilités de service du Commandement des opérations spéciales des États-Unis.

Auparavant, Wechsler a été sous-secrétaire adjoint à la défense pour les produits de lutte contre les stupéfiants et les menaces mondiales, où ses principaux domaines d'intérêt comprenaient l'intégration des opérations d'application de la loi dans les campagnes militaires américaines en Afghanistan ; institutionnaliser les structures et la doctrine financières du Ministère en matière de contre-menaces ; et une forte augmentation du renforcement des capacités au Mexique.

Pendant l'administration Clinton, Wechsler a été conseiller spécial auprès du secrétaire à la trésorerie, où il a aidé à établir le régime juridique et les processus politiques que les États-Unis utilisent désormais pour imposer des sanctions étrangères et lutter contre le blanchiment d'argent. Auparavant, il a été directeur des menaces transnationales au sein du personnel du Conseil de sécurité nationale à la Maison Blanche et assistant spécial du président des Joint Chiefs of Staff au Pentagone.

Wechsler a également eu une carrière distincte dans la finance. Il a quitté le Pentagone pour devenir vice-président de Capitol Peak Asset Management, qui se concentre sur les investissements liés aux infrastructures. Auparavant, dans sa carrière dans le secteur privé, Wechsler était directeur général chez Greenwich Associates - une société de conseil en gestion spécialisée dans le secteur des services financiers - où il a pris la direction de la pratique mondiale de gestion d'actifs du cabinet.

ZAIEM Faouzi

Capitaine de Vaisseau Major Faouzi Zaiem est diplômé de l'académie navale. Il a effectué un stage d'application au bord du P. H Jeanne d'Arc et a reçu des cours de spécialité en « lutte sous la mer » au C. I.N. Saint Mandrier en France, des cours « navigateur » au N.T.C. au Japon, des cours de l'Ecole Supérieure de Guerre et des cours N.R.C.C. au Collège de Défense de l'OTAN en Italie. Il a été auditeur à l'Institut de Défense Nationale.

Il a été officier Pont à bord d'Unités navales : 1983 -1987, Chef du BOC à l'EMAM : 1987-1988, Capitaine de Promotion et Chef du centre de simulation à l'A.N : 1989-1990, Commandant E.C BIZETRE : 1990-1992, Commandant patrouilleur RAS BLAT : 1992-1993, Commandant PLM LA GALITE : 1996-1998 & 2002-2003, Commandant en second C.I.N : 1998-2001, Chef D.C.E.R à l'EEM : 2003-2009, Chef BI à l'EMAM : 2009-2011, Attaché auprès du Cabinet MDN : 2011-2014, Commandant l'Ecole Supérieure de Guerre : 2014-2016, Attaché Militaire, Naval et de l'Air près de l'Ambassade de Tunisie à Bruxelles : 2016-2018

Depuis Octobre 2018 Directeur de l'Institut de Défense Nationale

En 1995, le Capitaine de Vaisseau Major Fouzi Zaiem a été décoré de la Médaille militaire.

WATKINS, Robert D.

Robert D. Watkins a plus de 35 ans d'expérience dans les domaines politique, humanitaire, du développement et du relèvement après un conflit avec des organisations internationales principalement au Moyen-Orient, en Asie centrale et en Asie du Sud.

Watkins a été Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies au Liban (2011-2014) et en Afghanistan (2009-2011) au niveau de Secrétaire général adjoint, ainsi que Coordonnateur résident et humanitaire des Nations Unies au Bangladesh (2015-17), Djibouti (2014) et Géorgie (2006-2009).

Avant l'ONU, M. Watkins² a travaillé pour la Commission européenne en tant que chef du bureau régional d'ECHO pour le Moyen-Orient basé à Amman, en Jordanie, se concentrant sur les activités dans les territoires palestiniens, en Irak, au Yémen, au Liban et en Syrie.

Plus tôt dans sa carrière, M. Watkins a travaillé pour la Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en Irak et en Turquie, et a couvert le bureau du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord depuis le siège de la FICR à Genève.

Après sa retraite des Nations Unies, M. Watkins a commencé à travailler en tant qu'associé de recherche au Center for Conflict, Development, and Peacebuilding à l'Institut universitaire d'études internationales et du développement à Genève, et chercheur principal à l'Université américaine de Beyrouth.

Depuis octobre 2018, il est directeur adjoint, chef du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) au Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité (DCAF).

M. Watkins est titulaire d'une maîtrise en affaires internationales et possède la nationalité canadienne et britannique.